



## Boko Haram : une opération secrète de la CIA pour diviser et régner en Afrique?

Par [Julie Lévesque](#)

Mondialisation.ca, 03 mars 2015

Région : [Afrique subsaharienne](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [11-Septembre et terrorisme](#), [Guerre USA OTAN](#)

Le but de la présence militaire étasunienne en Afrique est bien documenté : contrer l'influence chinoise et contrôler des endroits stratégiques et des ressources naturelles, y compris les réserves de pétrole. Cela a été confirmé il y a plus de 8 ans par le département d'État étasunien :

En 2007, le conseiller du département d'État étasunien, le Dr J. Peter Pham a commenté les objectifs stratégiques d'AFRICOM : « protéger l'accès aux hydrocarbures et autres ressources stratégiques abondantes en Afrique, une tâche qui consiste à protéger la vulnérabilité de ces richesses naturelles et à s'assurer qu'aucune autre tierce partie intéressée, comme la Chine, l'Inde, le Japon ou la Russie, n'obtienne des monopoles ou des traitements préférentiels ». (Nile Bowie, [US AFRICOM Commander Calls for "Huge" Military Campaign in West Africa](#), Global Research, 11 avril 2012)

Au début février, « de passage au Centre d'études stratégiques et internationales à Washington, D.C., le chef d'AFRICOM, le général David Rodriguez, a appelé à une campagne de « contre-insurrection » de grande envergure menée par les États-Unis contre des groupes en Afrique de l'Ouest ».

Le chef du Commandement des opérations spéciales des États-Unis (SOCOM), le général Joseph Votel, a fait des remarques similaires la semaine dernière à l'Académie West Point de l'Armée étasunienne, affirmant que les équipes de commandos étasuniens doivent se préparer à de nouveaux déploiements contre Boko Haram et l'État islamique. (Thomas Gaist, [US AFRICOM Commander Calls for "Huge" Military Campaign in West Africa](#), World Socialist Web Site, 2 février 2015)

Mark P. Fancher a souligné l'hypocrisie et « l'arrogance impérialiste » des pays occidentaux, qui « malgré la condamnation universelle du colonialisme », sont toujours prêts « à déclarer publiquement (sans excuses) leurs plans d'expansion et de coordination de leur présence militaire en Afrique » (Marc P. Fancher, [Arrogant Western Military Coordination and the New/Old Threat to Africa](#), Black Agenda Report, le 4 février 2015)

Plus de troupes en provenance du Bénin, du Cameroun, du Niger, du Nigeria et du Tchad sont maintenant déployées pour lutter contre Boko Haram.

Cette nouvelle guerre contre une autre entité terroriste obscure en Afrique n'est pas sans

rappeler la campagne de propagande ratée de Kony 2012, drapée dans des idéaux humanitaires. Elle est utilisée comme un écran de fumée pour éviter d'aborder la question des victimes de la guerre contre le terrorisme et les causes réelles du terrorisme, et afin de justifier une autre invasion militaire. Il est vrai que Boko Haram fait des victimes, mais le but de l'intervention occidentale en Afrique n'est pas de venir à leur secours.

Le conflit le plus meurtrier dans le monde depuis la Seconde Guerre mondiale, celui qui fait toujours rage, se passe au Congo et l'élite occidentale et leurs médias ne s'en préoccupent pas. Cela démontre que les interventions militaires ne sont pas destinées à sauver des vies.

Pour comprendre pourquoi les médias se concentrent sur Boko Haram, nous avons besoin de savoir qui est derrière cette organisation. Quel est le contexte sous-jacent et quels intérêts sont servis?

Boko Haram : une autre opération clandestine des États-Unis?

Boko Haram est basé dans le nord du Nigeria, le pays le plus peuplé et la plus grande économie d'Afrique. Le Nigeria est le plus grand producteur de pétrole du continent et détient 3,4 % des réserves mondiales de pétrole brut.

En mai 2014, African Renaissance News a publié un reportage détaillé sur Boko Haram et la possibilité que l'organisation soit une autre opération secrète de la CIA visant à prendre le contrôle du Nigeria :

[L]e plus grand prix pour l'AFRICOM, qui vise à implanter une Pax Americana en Afrique, serait de réussir dans le pays africain le plus stratégique, le Nigeria. C'est là qu'entre en perspective la question de Boko Haram qui fait rage actuellement et la prédiction de l'Intelligence Council des États-Unis sur la désintégration du Nigeria en 2015, dont on a beaucoup parlé [...] (Atheling P Reginald Mavengira, "Humanitarian Intervention" in Nigeria: Is the Boko Haram Insurgency Another CIA Covert Operation? Wikileaks, African Renaissance News, 8 mai 2014)

Dans les années 1970 et 1980, le Nigeria a aidé plusieurs pays africains « défiant ainsi clairement les intérêts des États-Unis et de leurs alliés occidentaux, une opposition ayant entraîné à l'époque un recul des initiatives occidentales en Afrique ». (Ibid.)



Le Nigeria exerce son influence dans la région grâce au leadership du Groupe de contrôle de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (ECOMOG, droite), une armée composée de soldats de divers pays africains et mise en place par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest

(CEDEAO). Le groupe est intervenu dans la guerre civile au Liberia dans les années 90. Le Liberia a été fondé en 1821 par les États-Unis et a été dirigé par des Américano-Libériens pendant plus d'un siècle.

Les puissances occidentales, en premier lieu les États-Unis, ne sont évidemment pas prêtes à laisser les Africains avoir une armée multinationale dans laquelle ils ne détiennent pas de rôle de premier plan. L'ACRI, qui devint plus tard l'AFRICOM, a été formé en 2000 pour contenir l'influence du Nigeria et contrer l'ECOMOG, évitant ainsi l'émergence d'une force militaire africaine dirigée par des Africains.

Selon les documents de Wikileaks mentionnés dans l'article de Mavengira ci-dessus, l'ambassade étasunienne au Nigeria constitue :

une base d'opérations pour des actes de subversion de grande envergure et à grande portée contre le Nigeria, notamment l'écoute des communications du gouvernement nigérian, l'espionnage financier d'éminents Nigériens, le soutien et le financement de groupes subversifs, d'insurgés, de propagande de discorde entre les groupes disparates du Nigeria et l'utilisation de chantage relié aux visas afin de contraindre et d'amener des Nigériens de haut rang à agir en faveur des intérêts étasuniens. (Mavengira, op. cit., c'est l'auteure qui souligne)

Mavengira fait partie de la GreenWhite Coalition, un « groupe de défense citoyen bénévole composé de Nigériens de tous les groupes ethniques et de toutes les convictions religieuses ». Il écrit que le but ultime des opérations clandestines étasuniennes dans son pays consiste « à éliminer le Nigeria comme potentiel rival stratégique des États-Unis sur le continent africain ». (Ibid.)

Une enquête sur la secte Boko Haram par la Coalition GreenWhite a révélé que la « campagne de Boko Haram est une opération secrète organisée de la Central Intelligence Agency (CIA) étasunienne coordonnée par l'ambassade étasunienne au Nigeria ». Les États-Unis ont déjà utilisé leurs ambassades pour des opérations secrètes. L'ambassade de Benghazi s'est révélée être la base d'une opération secrète de [trafic d'armes](#) pour les mercenaires luttant contre Bachar Al-Assad en Syrie. Quant à l'ambassade en Ukraine, [une vidéo de novembre 2013](#) a émergé récemment montrant un parlementaire ukrainien l'exposant comme le point central d'une autre opération clandestine destinée à fomenter des troubles civils et à renverser le gouvernement démocratiquement élu.

L'enquête de GreenWhite Coalition sur Boko Haram révèle un plan en trois étapes du National Intelligence Council des États-Unis visant à « pakistaniser » le Nigeria, internationaliser la crise et diviser le pays en vertu d'un mandat et d'une force d'occupation de l'ONU. Le plan « prédit » la désintégration du Nigeria pour 2015. Il convient de citer l'enquête en détail :

L'ensemble du rapport du [National Intelligence Council] est en réalité une déclaration d'intentions codée sur la façon dont les États-Unis prévoient éventuellement démanteler le Nigeria grâce à des complots de déstabilisation [...]

Étape 1: Pakistaniser le Nigeria

Vu la réalité existentielle du fléau de Boko Haram, la vague d'attentats et d'attaques sur les bâtiments publics sont susceptibles de dégénérer dans les mois à venir.

Le but est d'exacerber les tensions et la suspicion mutuelle entre les adeptes des deux religions au Nigeria et de les mener à la violence interconfessionnelle [...]

#### Étape 2: L'internationalisation de la crise

Les États-Unis, l'Union européenne et les Nations Unies appellerons à l'arrêt des violences. [...] Pour créer de l'effet, il y aura une couverture importante des médias internationaux sur la crise du Nigeria avec de soi-disant experts pour discuter de toutes les ramifications. Ces experts s'efforceront de créer l'impression que seule une intervention étrangère bienveillante pourrait résoudre la crise.

#### Étape 3: La grande division en vertu d'un mandat de l'ONU

L'on proposera d'abord l'intervention d'une force internationale de maintien de la paix afin de séparer les groupes belligérants et/ou un mandat de l'ONU assignant différentes parties du Nigeria à des puissances occupantes. Bien sûr, les États-Unis et leurs alliés, guidés par des purs intérêts économiques, auront préalablement discuté dans les coulisses des zones à occuper [...] (Ibid., c'est l'auteure qui souligne)

En 2012, le Nile Bowie écrivait:

Le Nigerian Tribune a rapporté que Boko Haram reçoit du financement de différents groupes de l'Arabie saoudite et du Royaume-Uni, en particulier du Fonds fiduciaire Al-Muntada, dont le siège est au Royaume-Uni et à la Société islamique mondiale de l'Arabie saoudite [8]. Lors d'une entrevue menée par Al-Jazeera avec Abou Mousab Abdel Wadoud, le chef d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) stipule que des organisations dont le siège est en Algérie ont fourni des armes au mouvement Boko Haram au Nigeria « pour défendre les musulmans au Nigeria et arrêter les avancées d'une minorité de croisés » [9].



Fait amplement documenté, les membres d'Al-Qaïda (AQMI) et du Groupe islamique combattant en Libye (GICL) ont combattu aux côtés des rebelles libyens et reçu directement des

pays de l'OTAN des armes [10] et du soutien logistique [11] durant le conflit libyen en 2011 [...]

Image: Abdelhakim Belhadj, chef des rebelles pendant la guerre de 2011 en Libye et ancien commandant du Groupe islamique combattant en Libye lié à Al-Qaïda.

Pour l'administration Obama, l'appui clandestin à des organisations terroristes dans le but d'atteindre ses objectifs de politique étrangère semble être la condition préalable au commandement des opérations à l'étranger. Boko Haram existe comme une division séparée de l'appareil de déstabilisation étasunien, visant à briser le pays le plus peuplé d'Afrique et le plus grand marché potentiel. (Nile Bowie, [CIA Covert Ops in Nigeria: Fertile Ground for US Sponsored Balkanization](#), Global Research, le 11 avril 2012)

Des reportages indiquent également que certains commandants nigériens sont possiblement impliqués dans le financement de l'insurrection.

Selon le reportage, un soldat nigérien dans l'État de Borno a confirmé que Boko Haram a attaqué Gamboru Ngala en leur présence, mais que leur commandant leur a demandé de ne pas repousser l'attaque. Le soldat a dit au Service Hausa de la BBC que des hélicoptères planaient dans le ciel tandis que les attaques étaient en cours. Trois cents personnes ont été tuées, des maisons et un marché brûlés tandis que les soldats regardaient, ayant reçu l'ordre de ne pas prêter assistance à ceux qui étaient attaqués. Le soldat a déclaré que l'insurrection de Boko Haram prendra fin lorsque les officiers supérieurs de l'armée cesseront de l'alimenter.

Lors des enlèvements de filles de Chibok, un soldat a affirmé en entrevue à SaharaReporters,

« Nous avons reçu l'ordre d'arrêter les véhicules transportant les filles, mais dès le début de la mission, nous avons reçu l'ordre contraire, soit de nous retirer. Je peux vous assurer que personne ne nous a demandé de chercher quiconque. »

Certains soldats soupçonnent leurs commandants de révéler les opérations militaires à la secte Boko Haram. (Audu Liberty Oseni, [Who is Protecting Boko Haram. Is the Nigerian Government involved in a Conspiracy?](#), africanexecutive.com, 28 mai 2014)

Ces commandants auraient-ils été contraints par des éléments de l'ambassade étasunienne, tel que le suggère l'enquête de Greewhite Coalition citée auparavant?

Boko Haram: Le prochain chapitre dans la frauduleuse, coûteuse, destructrice et meurtrière guerre au terrorisme?

Il a été clairement démontré que la soi-disant guerre contre le terrorisme a fait croître le terrorisme. Nick Turse explique :

[Dix] ans après que Washington eut commencé à verser l'argent des

contribuables dans la lutte contre le terrorisme et les efforts de stabilisation à travers l'Afrique, et que ses forces eurent commencé à exploiter le Camp Lemonnier [Djibouti], le continent a connu de profonds changements, mais pas ceux recherchés par les États-Unis. L'université de Berny Sèbe de Birmingham cite en exemple la Libye post-révolutionnaire, l'effondrement du Mali, la montée de Boko Haram au Nigeria, le coup d'État en République centrafricaine, et la violence dans la région des Grands Lacs de l'Afrique comme preuve de la volatilité croissante. « Le continent est certainement plus instable aujourd'hui qu'il ne l'était au début des années 2000, lorsque les États-Unis ont commencé à intervenir plus directement. » (Nick Turse, [The Terror Diaspora: The U.S. Military and Obama's Scramble for Africa](#), Tom Dispatch, 18 juin, 2013)

Que veulent les États-Unis en Afrique?

Lorsqu'il est question d'interventions à l'étranger, des décennies d'histoire ont démontré que les objectifs déclarés de l'armée étasunienne et ses véritables intentions ne sont jamais les mêmes. L'intention réelle ne consiste jamais à sauver des humains, mais plutôt à sauver des profits et à gagner du pouvoir. Les interventions des États-Unis et de l'OTAN ne sauvent pas, elles tuent.

Celles menées depuis le début du siècle ont tué des centaines de milliers, si ce n'est plus d'un million d'innocents. Difficile de dire combien, car l'OTAN ne veut pas vraiment savoir combien de civils elle tue. Comme le notait [The Guardian](#) en août 2011, il n'y avait « pas de projet international de grande envergure consacré au bilan des décès dans le conflit en Libye », à part durant une brève période.

En février 2014, « on estimait qu'au moins 21 000 civils [étaient] décédés de mort violente en raison de la guerre » en Afghanistan selon [Cost of War](#). En ce qui concerne [l'Irak](#), en mai 2014 on comptait « au moins 133 000 civils tués, victimes de violence directe depuis l'invasion ».

Quant à la Libye, les médias traditionnels ont d'abord menti à propos du fait que Kadhafi avait initié la violence en attaquant des manifestants pacifiques, un faux compte-rendu destiné à diaboliser Kadhafi et galvaniser l'opinion publique en faveur d'une autre intervention militaire. Comme l'explique le Centre Belfer for Science and International Affairs, « ce sont effectivement les manifestants qui ont initié la violence ».

Alan Kuperman écrit :

Le gouvernement a réagi aux gestes des rebelles en envoyant l'armée, mais n'a jamais intentionnellement ciblé de civils ou eu recours à l'usage excessif et aveugle de la force, comme l'ont affirmé les médias occidentaux [...]

Le plus grand malentendu à propos de l'intervention de l'OTAN, c'est qu'elle a sauvé des vies et a bénéficié à la Libye et ses voisins. En réalité, lorsque l'OTAN est intervenue à la mi-mars 2011, Kadhafi avait déjà repris le contrôle de presque toute la Libye, alors que les rebelles se retiraient rapidement vers l'Égypte. Ainsi, le conflit était sur le point de se terminer à peine six semaines après avoir éclaté, avec un bilan d'environ 1 000 morts, incluant les soldats, les rebelles et les civils pris entre deux feux. En intervenant, l'OTAN a permis aux rebelles de résumer leur attaque, prolongeant ainsi la guerre pendant encore sept mois et causant la mort d'au moins 7000 personnes de plus. (Alan Kuperman, [Lessons from Libya: How Not to Intervene](#), Belfer Center for Science

and International Affairs, septembre 2013)

Malgré ces chiffres, les médias tenteront encore une fois de nous convaincre que ce dont le monde a le plus besoin en ce moment est de se débarrasser du groupe terroriste Boko Haram et qu'une intervention militaire est la seule solution, même si la soi-disant guerre contre la terreur a en fait accru le terrorisme à l'échelle mondiale. Comme le faisait remarquer Washington's Blog [en 2013](#), « [le terrorisme à l'échelle mondiale a diminué entre 1992 et 2004](#)... mais est monté en flèche depuis 2004 ».

Le Guardian rapportait pour sa part en novembre 2014 :

L' [Index mondial du terrorisme](#) (Global Terrorism Index) a enregistré près de 18 000 décès l'an dernier, un bond d'environ 60 % par rapport à l'année précédente. Quatre groupes sont responsables de la majorité de ces décès : le groupe État islamique (EI) en Irak et en Syrie; Boko Haram au Nigeria; les talibans en Afghanistan; et Al-Qaïda dans diverses parties du monde. (Ewen MacAskill, [Fivefold increase in terrorism fatalities since 9/11, says report](#), The Guardian, 18 novembre 2014)

Le Guardian omet toutefois de mentionner, que tous ces groupes, y compris Boko Haram et le groupe État islamique, ont été, d'une manière ou d'une autre, armés, entraînés et financés par l'alliance des États-Unis et de l'OTAN, ainsi que leurs alliés au Moyen-Orient.

Grâce à l'appui clandestin des pays occidentaux, des marchands d'armes et des banquiers qui profitent de la mort et de la destruction, la guerre au terrorisme se porte bien. L'Occident prône des interventions militaires sans fin, feignant d'ignorer les causes réelles du terrorisme et la raison pour laquelle il se répand, cachant son rôle et de ce fait indiquant clairement son réel objectif en Afrique : alimenter le terrorisme pour déstabiliser et détruire des pays, justifiant ainsi l'invasion militaire menant à la conquête des terres les plus riches du continent africain, tout en feignant de sauver le monde de la terreur.

Julie Lévesque

Article publié initialement en anglais le 14 février : [Is Boko Haram a CIA Covert Op to Divide and Conquer Africa?](#)



Julie Lévesque est journaliste et chercheure au [Centre de recherche sur la mondialisation](#)

---

Sur le même sujet:

[La guerre secrète des États-Unis en Afrique](#)

[Boko Haram : le bras armé de l'Occident pour détruire le Nigéria et chasser la Chine du Golfe de Guinée](#)

[Boko Haram : Un 11-Septembre africain en quelque sorte](#)

[Boko Haram : Les filles enlevées sont devenues des outils de la politique impériale des États-Unis en Afrique](#)

[Boko Haram une bénédiction pour l'impérialisme en Afrique: les États-Unis forment des escadrons de la mort](#)

[Boko Haram et le retour en Afrique de l'impérialisme allemand](#)

[Syrie : Le Jarba ... le Coronavirus... et le Boko Haram !](#)

[Quand Boko Haram mobilise l'Occident...](#)

[Douze raisons de surveiller le Nigéria en 2012](#)

[Les califes Obama et Baghdadi en route vers le « Nouveau Moyen-Orient » ?](#)

[Africom tisse sa toile](#)

[L'Afrique et l'Amérique latine, base arrière de la guerre souterraine planétaire entre Israël et le Hezbollah](#)

En anglais :

Audu Liberty Oseni, [Who is Protecting Boko Haram. Is the Nigerian Government involved in a Conspiracy?](#), africanexecutive.com, May 28, 2014

Kurt Nimmo, [U.S. and France Target Boko Haram and Focus on Africa's Strategic Minerals](#), Infowars, January 14, 2015

Emile Schepers, [Boko Haram: An Extremism Firmly Rooted in Nigeria's Colonial Past](#), Morning Star, May 17, 2014

Ajamu Baraka, [The Destabilization of Africa and the Role of "Shadowy Islamists". From Benghazi to Boko Haram](#), Black Agenda Report 14 May 2014

Glen Ford, [Coming Soon: A U.S. Death Squad Program for West Africa](#) Black Agenda Report, May 28, 2014

Adeyinka Makinde, [Nigeria: Candidate for Political Destabilization and "Regime Change"?](#), adeyinkamakinde.blogspot.co.uk, June 15, 2013

Kurt Nimmo, [Is Boko Haram An "Intelligence Asset"? Terror Attack in Nigeria Opens Door to Africom](#), Infowars.com, May 10, 2014

Prof. Horace Campbell, [Boko Haram: "Economic Fundamentalism" and Impoverishment Send Unemployed Youths Into Religious Militias](#), Pambazuka News 4 June 2014

Abayomi Azikiwe, [The Militarization of the African Continent: AFRICOM Expands Operations](#)



La source originale de cet article est Mondialisation.ca  
Copyright © [Julie Lévesque](#), Mondialisation.ca, 2015

---

Articles Par : [Julie Lévesque](#)

### A propos :

Julie Lévesque is a journalist and researcher with the Centre for Research on Globalization (CRG), Montreal. She was among the first independent journalists to visit Haiti in the wake of the January 2010 earthquake. In 2011, she was on board "The Spirit of Rachel Corrie", the only humanitarian vessel which penetrated Gaza territorial waters before being shot at by the Israeli Navy.

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)